



Communiqué de presse

L'Avenir du secteur de l'Énergie (électricité et gaz) : Ne se fera pas sans les usagers !

INDECOSA-CGT demande instamment au Président de la République d'associer immédiatement aux discussions sur la réorganisation du secteur de l'énergie (électricité et gaz) l'ensemble des associations représentatives des intérêts des usagers et des consommateurs.

Soucieuse de faire entendre la voix des usagers, qui est systématiquement ignorée par le gouvernement et les directions d'EDF et d'ENGIE à l'origine de projets de démantèlement et de privatisation (Projets Hercule et Clamadieu), INDECOSA-CGT a pris l'initiative (avec Convergence Services Publics et Droit à l'énergie SOS FUTUR) de susciter la création du Collectif national « Pour un véritable service public de l'énergie ! » qui rassemble déjà 65 organisations associatives, syndicales et politiques et qui a reçu le soutien de nombreux députés et sénateurs dont 3 groupes parlementaires au complet (La France insoumise à l'Assemblée et les groupes écologiste communiste au Sénat).

Cependant, INDECOSA-CGT rappelle que les associations d'usagers et de consommateurs sont légitimes pour être consultées directement par le gouvernement sur les projets de réorganisation du secteur de l'énergie.

A fortiori, quand la Commission européenne a le culot d'affirmer que les privatisations dans le secteur de l'énergie se font dans le seul intérêt des consommateurs dont elle se garde bien de consulter les représentants ! Il est plus que temps de mettre fin à cette imposture ... Lorsqu'EDF a été ouvert à la concurrence, en 2007, l'entrée sur le marché de nouveaux fournisseurs d'énergie promettait une électricité moins chère. Or, l'indice des prix à la consommation de l'électricité a augmenté de 60,36%. Pour le gaz, l'augmentation est de 70% depuis 2004 (pour 21% d'inflation depuis cette date).

Après les télécommunications, les rails et les autoroutes, le secteur de l'énergie est à son tour appelé à être démantelé afin de répondre aux désirs des banques d'affaires qui bénéficient d'une oreille totalement complaisante à Bruxelles.

Il appartient à Emmanuel Macron et à son gouvernement de prendre la mesure de la colère qui monte contre les projets de démantèlement / privatisation du secteur de l'énergie et qui va bien au-delà des forces syndicales des établissements concernés.

INDECOSA-CGT exige l'ouverture immédiate d'une table ronde prenant acte de l'abandon des projets Hercule et Clamadieu par les pouvoirs publics et offrant à l'ensemble des parties prenantes (notamment, associations d'utilisateurs et de consommateurs, associations d'élus locaux, représentants des personnels ...) l'occasion de faire entendre leurs propositions et leurs attentes.

INDECOSA-CGT mettra tout en œuvre pour que la reconnaissance pleine et entière du droit à l'énergie pour toutes et tous conduise notamment à :

- sauvegarder la péréquation tarifaire en métropole et en outremer,
- obtenir le renoncement à l'abandon des tarifs réglementés de l'électricité et du gaz,
- obtenir que la TVA soit abaissée à 5,5% pour l'électricité et le gaz et non pas maintenue à 20%,
- obtenir des moyens financiers renforcés, au bénéfice des ménages précaires, pour la lutte contre la précarité énergétique
- obtenir une participation réelle et effective des associations d'utilisateurs et de consommateurs à la gouvernance des entreprises de l'électricité et du gaz qui doivent être placées sous complète maîtrise publique (qui peut être réalisée par l'action combinée de l'État et des collectivités locales)

Montreuil, le 11 février 2021.

Contact Presse :

Christian KHALIFA - 06 48 71 42 98